

La Chambre de Houston propose d'uniformiser les prix du combustible dans toute la province. On reconnaît qu'à cause du milieu, des distances et des perspectives restreintes, les habitants des régions du Nord doivent utiliser davantage leur voiture. A cause de la rigueur du climat et de l'état des routes, ils doivent acheter des véhicules plus coûteux dont l'entretien coûte plus cher, sans oublier les primes d'assurance... Nous estimons qu'Ottawa doit trouver un moyen de supprimer les injustices dont les Canadiens du Nord sont constamment victimes.

Le Canada a besoin de ses citoyens du Nord, mais en même temps il ne cesse de les pénaliser parce qu'ils acceptent des conditions de vie difficiles et parce qu'ils ont le cran de participer ainsi au développement de leur pays.

L'énergie est un produit tellement essentiel que tout le pays pourrait bien se faire un devoir d'absorber le coût de celle qui est utilisée dans le Nord du Canada.

Le point de vue de M. Hoornenborg est très réaliste et il traduit bien l'inquiétude ressentie non seulement par mes commettants mais par d'autres Canadiens qui ont pris l'initiative de participer concrètement au développement de leur pays au lieu de s'engourdir dans le confort des villes du Sud. Puisque nous étudions l'imposition d'une taxe de 10c. le gallon pour assurer un prix juste et raisonnable de l'essence dans toutes les régions du Canada, je suggère aux députés de penser également à accorder ce prix juste et équitable aux régions septentrionales du Canada aussi bien qu'aux régions fortunées du Sud.

On m'a dit que compte tenu du volume global des ventes d'essence en Colombie-Britannique, il faudrait relever seulement le prix de trois-quarts de 1c. le gallon pour combler l'écart du prix de l'essence entre le Nord et le Sud de la province. Cette proposition transposée sur le plan national et appliquée au Nord du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Ontario, du Québec et même du Nord de l'Alberta, je suis certain que la différence de prix ne serait pas appréciable.

Je confie cette pensée aux honorables députés et je les invite à y réfléchir au moment où ils retourneront dans leurs circonscriptions méridionales si bien organisées et si confortables—circonscriptions qui nous accueilleront sûrement avec des questions.

Des voix: Oh, oh!

Mme Campagnolo: Je dirai à notre si compréhensible ministre des Finances (M. Turner) que contrairement aux députés conservateurs qui préfèrent ignorer la réalité, mes commettants acceptent les mesures qu'il présente comme un gage de la force et de l'unité de notre pays. Lorsque je me prononcerai en faveur du bill et contre l'amendement, je le ferai en sachant que c'est le prix qu'il faut payer pour vivre en régime fédératif, en sachant pertinemment que les différences dans le Nord se manifesteront un jour tout aussi clairement que les différences dans l'Est en ce qui concerne l'énergie, et que les mesures opportunes seront prises pour que toutes les régions, du Nord au Sud et d'un océan à l'autre, partagent plus équitablement les avantages qui résultent de la Confédération.

Des voix: Bravo!

M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami le député de Cape Breton-The Sydneys qui a pris la parole hier soir a à juste titre été repris pour avoir dit de l'orateur qui l'avait précédé qu'elle

Taxe d'accise—Loi

était «une charmante dame». J'ai lu ses observations à cet égard. Elle n'est pas, a-t-elle fait remarquer, une charmante dame, mais un député à la Chambre des communes. Aussi ai-je cru préférable de faire attention en intervenant dans le présent débat immédiatement après elle.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Vaut mieux pas!

M. Patterson: J'entends le député de Northumberland-Miramichi qui y va d'un commentaire. Je ne l'ai jamais entendu faire une intervention valable ou déchiffrable depuis que je suis ici.

Des voix: Vous n'écoutiez pas.

M. Patterson: Si on le garde ici assez longtemps, peut-être en arrivera-t-il à prendre la parole pour faire une intervention valable dans les débats.

Une voix: N'y comptez pas.

M. Patterson: Le député de Skeena (M^{me} Campagnolo) nous a dit que le gouvernement actuel prenait de bonnes initiatives.

Des voix: Bravo!

M. Patterson: Monsieur l'Orateur, si les initiatives du gouvernement étaient bonnes, nous n'aurions pas autant de problèmes.

Elle a dit que certaines personnes ne désiraient pas faire quoi que ce soit pour résoudre ces problèmes. Qu'elle pense donc seulement au fait que dans plusieurs exposés budgétaires, le ministre des Finances (M. Turner) nous a dit qu'il s'attaquait à certains grands problèmes, notamment à l'inflation et au chômage. Je l'ai entendu dire cela plusieurs fois, à l'occasion de la présentation de divers budgets. J'ai également entendu le premier ministre (M. Trudeau) dire qu'il voulait terrasser l'inflation. Ces problèmes subsistent et, que le gouvernement ait agi ou non, il reste que le chômage demeure important, que l'inflation est très grave et que la situation économique est bien moins brillante que bon nombre de Canadiens le croient.

On nous a dit que le gouvernement adaptait ses politiques aux temps difficiles. Si je puis faire une remarque, je dirai que les temps difficiles que nous pouvons connaître aujourd'hui ne sont rien en comparaison de ceux qui nous attendent, si le gouvernement ne se décide pas à prendre les mesures qui s'imposent.

Des voix: Bravo!

M. Patterson: Nous avons attendu de longues semaines la présentation du budget. On nous a avertis à maintes reprises qu'elle était retardée. Le ministre a enfin fait son exposé budgétaire le 23 juin. Je me demande pourquoi il a attendu si longtemps. Parce qu'il ne parvenait pas à décider ce qu'il voulait faire? Ou parce qu'il espérait le retarder assez longtemps pour dissuader, croyait-il, l'opposition de rester pour débattre jusqu'au bout les projets de loi découlant des résolutions budgétaires qu'il présentait. Monsieur l'Orateur, nous sommes toujours ici et je ne sais pas pour combien de temps encore. Quand je considère certaines de ces résolutions, je crois pouvoir dire que nous avons raison de poursuivre ce débat même si l'on nous accuse d'obstruction systématique.